

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Le CELSIG écrit au præsidium de la Convention

Compte tenu de l'incertitude qui est ressortie de la session plénière des 6/7 février derniers quant à l'intention des Conventionnels d'inscrire les services d'intérêt général dans le projet de traité constitutionnel de telle sorte qu'il soit possible de fonder du droit dérivé ; de l'avis général selon lequel ce qui ne sera pas retenu par la Convention n'a, à peu près, aucune chance d'être pris en compte par la Conférence intergouvernementale de 2004 ; de la nécessité absolue qu'ont les Conventionnels de proposer un document de nature à rapprocher les peuples de l'Europe et de rapprocher ceux-ci de leurs institutions ; et dans la perspective de la plénière des 27/28 février prochains, le CELSIG est à nouveau intervenu, le 13 février dernier, auprès de l'ensemble des membres du Præsidium de la Convention dans les termes suivants :

"Lors de la session plénière de la Convention des 6 et 7 février dernier, M. Georges Katiforis a présenté les résultats du groupe de travail XI "Europe sociale" et les débats qui ont suivi ont montré une large approbation du contenu de son rapport.

C'est pourquoi, nous nous permettons d'insister auprès de vous pour demander que les articles 1 à 16 du projet de traité constitutionnel présenté par le Præsidium soit amendé en conséquence.

Tout d'abord, il convient que l'article 3 du projet de traité constitutionnel reprenne les objectifs listés par le groupe de travail XI, notamment en ce qui concerne les services d'intérêt général, pour les raisons que nous avons exposées dans les deux contributions que nous avons envoyées à la Convention en juin 2002.

Ensuite, il convient que l'article 16 des traités CE actuels soit repris et complété afin de donner une base juridique incontestable aux services d'intérêt général dans le futur traité constitutionnel. Une telle disposition est, en effet, indispensable pour poursuivre l'intégration européenne de manière à articuler l'efficacité économique, les cohésions sociale et territoriale, et les solidarités indispensables à une Union toujours plus étroite entre les peuples de l'Europe et entre les peuples et leurs institutions.

Ces deux demandes nous apparaissent nécessaires pour mettre un terme à la triple insécurité à laquelle sont confrontés aujourd'hui tous les acteurs concernés par les services d'intérêt général (autorités publiques, opérateurs, citoyens) : insécurité juridique quant à la hiérarchie des normes communautaires, insécurité économique quant au financement des services d'intérêt général, en particulier des investissements à long terme, insécurité politique quant à la garantie du droit d'accès de chaque citoyen aux services essentiels. Ces insécurités sont fortement préjudiciables pour les décisions qu'ont à prendre les autorités publiques, en particulier les collectivités territoriales."

.../..

### CELSIG writes to the Convention Presidium

Considering the uncertainty that emerged from the 6<sup>th</sup> and 7<sup>th</sup> February plenary session, on the willingness of Conventioneers to include services of general interest in the Constitutional treaty draft, so as to pave way to found derivative law; considering the general opinion convinced that whatever issue the Convention does not maintain, will, almost certainly, not be taken into account by the 2004 Intergovernmental Conference; considering the obligation that Conventioneers have to present a document which draws together European peoples and draws them closer to their institutions; and, in the perspective of the plenary session scheduled for 27/28 February, CELSIG has once again, on 13 February 2003 intervened before all members of the Presidium of the Convention in the following terms:

"During the plenary session of the Convention, 6<sup>th</sup> and 7<sup>th</sup> February, Mr Georges Katiforis presented conclusions from the working group XI "Social Europe" and debates which ensued showed a strong approbation of the contents of his report.

This is why we are hereby strongly calling upon you asking that articles 1 to 16 of the draft of the Constitutional Treaty, which was presented by the Presidium, be accordingly amended.

In the first place, article 3 of the Constitutional Treaty draft should include objectives which were pointed out by the working group XI, in particular, in what concerns services of general interest, this according to reasons which we presented in our two contributions that were sent to the Convention in June 2002.

Then article 16 of the present EC treaties should be retained and complemented in order to provide a clear legal basis for services of general interest in the future Constitutional Treaty. Such a measure is, in fact, crucial in the pursuit of European integration in order to, in the framework of the internal market, link together economic efficiency, social and territorial cohesions and solidarities, elements which are necessary for an ever closer Union among European peoples and between the Europeans and their institutions.

We consider these two requirements to be necessary in order to stop the threefold insecurity which all concerned actors, involved in services of general interest, are faced with (government authorities, operators, citizens); legal insecurity concerning the hierarchy of Community standards, economic insecurity concerning the funding of services of general interest, in particular, long term investments and political insecurity concerning the guarantee of access rights, for each citizen, to essential services. These insecurities are acutely detrimental to decisions that government authorities, mainly territorial authorities, are brought to take.

.../..

## Agences européennes de régulation

La Commission a adopté, le 11 décembre dernier, une communication (COM(2002) 718 final) sur "l'encadrement des agences de régulation". Cette communication s'inscrit dans la suite du Livre blanc sur la "Gouvernance européenne" (point 3.2, sous-chapitre : "une meilleure application des règles de l'Union européenne au moyen d'agences de régulation") et dans la suite de la communication "Mieux légiférer" (COM(2002) 275/final). Dans cette dernière communication la Commission pose, dans le chapitre "encadrer la création d'agences européennes" que "la responsabilisation exécutive de la Commission n'entraîne pas [...] qu'elle doit conserver toutes les tâches d'exécution [...] qui aujourd'hui lui incombent en principe" et annonce qu'elle soumettra au Conseil et au Parlement un encadrement des conditions de création et de recours à ces agences.

La communication sur l'encadrement des agences de régulation distingue entre d'un côté les agences d'exécution, pour lesquelles une proposition de règlement a été déposée, et de l'autre les agences de régulation. Elle précise que "la notion d'agence européenne de régulation désigne les agences chargées de participer de manière active à l'exercice de la fonction exécutive, en posant des actes qui contribuent à la régulation d'un secteur déterminé" (chap. 1). Parmi les raisons qui militent en faveur d'un encadrement, la communication recense, notamment : une plus grande cohérence et transparence, une plus grande efficacité, un renforcement de l'efficacité de l'exécutif au niveau européen, une "mission de service public très importante" remplie par ces agences, leur nécessaire autonomie et indépendance dans le respect de "l'unité et l'intégrité de la fonction exécutive" (chap.3). Dans le contenu de l'encadrement de ces agences, on trouve des éléments relatifs à la création de l'Agence, à leur fonctionnement, à leur contrôle.

L'intention de la Commission de vouloir se recentrer sur ses missions essentielles est une bonne chose. De la même façon, clarifier le rôle et le fonctionnement des agences européennes sera très utile. Il est, par ailleurs, intéressant que la Commission estime que la mission de service public de ces agences justifie une "subvention - au moins partielle - à la charge du budget général" de l'Union et permette d'envisager "des contributions de la part des Etats membres" (chap.4). Cependant, cette communication soulève un certain nombre de questions, comme par exemple, en matière de financements complémentaires des agences, ou en matière de responsabilité juridique, qui nécessitent un examen approfondi.

Le CELSIG reviendra sur cette communication dans un prochain numéro du bulletin.

## Initiative

Le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général), organise à Coimbra (Portugal), du 5 au 7 mars 2003 des journées-débats sur : "Les services d'intérêt général, piliers du modèle européen"

Renseignements :

tel. 32 (0) 2 219 27 98 ; fax : 32 (0) 2 218 12 13

e-mail: ceep@ceep.org ; site internet: www.ceep.org

## European Regulatory Agencies

On 11<sup>th</sup> December 2002 the Commission adopted a communication (COM (2002) 718 final) on the "Framework of regulatory agencies". This communication is a follow-up to the White Paper on "European Governance" (point 3.2, sub-chapter: "a better implementation of the European rules through Regulatory Agencies") and further on in the communication, "Better law-making" (COM (2002) 275 final). In this latter communication the Commission, under the topic "Framework for the creation of European Regulatory Agencies" writes that "the executive responsibility of the Commission does not imply that [...] it should retain all executive tasks [...] on which it is in principle incumbent today" and is announcing that it will submit to both the Council and the Parliament a framework for the criteria of the creation and for the recourse of these agencies.

The communication on the framework of regulatory agencies makes a distinction between, on the one hand, executive agencies for which a regulation proposal has been submitted and, on the other hand regulatory agencies. It specifies that "the concept of European Regulatory Agency designates agencies required to be actively involved in exercising the executive function by enacting instruments which contribute to regulating a specific sector" (chap 1). Among the arguments in favour of a framework, the communication notes, in particular: a more effective coherence and transparency, higher efficiency, the enhancement of the efficiency of the executive at the European level, a "very important public service mission" fulfilled by these agencies requires them to have genuine autonomy and independence within the respect of "unity and integrity of the executive function" (chap 3). The content of the framework of these agencies include elements concerning the creation of the Agency, their operation and their supervision.

The aim of the Commission to focus upon these essential missions is a good thing. Similarly, clarifying the role and the operation of European agencies will be useful. Further, it is interesting to note that the Commission considers that the public service mission of these agencies justifies "a subsidy -at least in part- from the general budget" of the Union and makes it possible to envisage "financial contributions from Member States" (chap 4). However, this communication raises a certain number of questions, such as concerning supplementary funding of agencies or on legal responsibility, which call for close examination.

CELSIG will be coming back to this communication in a future bulletin.

## Initiative

CEEP (European Centre of Enterprises with Public Participation and of Enterprises of General Economic Interest) is organising a debate-workshop on "Services of General Interest, pillars of the European Union model", in Coimbra (Portugal) from 5<sup>th</sup> to 7<sup>th</sup> March 2003.

Enquiries:

tel. 32 (0) 2 219 27 98 ; fax : 32 (0) 2 218 12 13

e-mail: ceep@ceep.org ; web site: www.ceep.org

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : celsig@globenet.org . Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.